

Opération villages roumains 15 ans d'action au service d'une coopération citoyenne

Monsieur le Président,
Mesdames et Messieurs,

En poste en Roumanie depuis novembre 2005, j'ai bien peur de connaître moins bien que la plupart d'entre vous, ce très grand pays. J'avais bien sûr gardé en mémoire les images tragiques des dernières années du régime Ceausescu et l'enthousiasme des Suisses pour sauvegarder les villages roumains menacés dans leur existence et leur authenticité.

Puis, la Roumanie n'étant plus au centre de l'information médiatisée, je dois avouer que mon attention s'est plutôt portée vers d'autres horizons... alors que tout commençait et notamment les formidables actions de solidarité déployées au quotidien sur le terrain et dans la durée.

Je sais que l'OVR-Suisse a joué un rôle important dans cet effort qu'elle poursuit encore, quinze ans plus tard. Elle a ainsi contribué à tisser des liens humains précieux entre la Suisse et mon pays de résidence actuel. Des souffrances ont été atténuées et la réputation de notre pays en a bénéficié durablement. Croyez-moi, je le constate presque chaque jour dans mes contacts professionnels et personnels.

Certes, la Roumanie s'est profondément transformée depuis la chute du régime communiste. Mais on ne change pas tout un pays en 15 ans. Beaucoup reste à faire malgré la perspective imminente de l'entrée de ce pays dans l'Union européenne. Si l'économie heureusement se transforme rapidement et contribue au mieux-être de très nombreux Roumains, les plus pauvres

ne bénéficient pas encore substantiellement de ces progrès. Le social est à la traîne et justifie donc la poursuite des efforts de solidarité qui sont votre raison d'être.

La campagne souffre plus que la ville et OVR-Suisse a choisi de contribuer au développement rural par le tourisme. Merci pour cette « Retea turistica » très bienvenue. Elle attache beaucoup d'importance à l'enfance et l'Unicef nous apprend que les abandons d'enfants n'ont guère diminué en Roumanie.

Permettez-moi donc de vous féliciter pour votre engagement dévoué et la justesse de vos priorités et de vous transmettre mes plus chaleureux remerciements.



Jean-Claude Richard, Ambassadeur



Notice biographique de Monsieur Jean-Claude Richard Ambassadeur de Suisse

Monsieur Jean-Claude Richard est né en 1946 à La Brévine/NE. Il est licencié en sciences économiques et licencié en sciences politiques de l'Université de Neuchâtel. Entré en 1974 au service du Département fédéral des affaires étrangères, il fit son stage à Berne et à Londres. De retour à la centrale en 1976, il fut attribué comme collaborateur diplomatique auprès du Service économique et financier. En 1979, il fut transféré comme secrétaire d'ambassade à Belgrade, en 1983, comme premier collaborateur du chef de mission à Copenhague, où il fut nommé conseiller d'ambassade début 1986. Il revint à Berne la même année, tout d'abord comme suppléant puis comme chef du Service du Conseil de l'Europe auprès de la Direction politique. Dès 1991, il a été conseiller d'ambassade et premier collaborateur du chef de mission à Mexico, puis, dès 1995 il fut à titre temporaire co-suppléant du chef de la Division

politique II. En 1995, le Conseil fédéral le nomma ambassadeur au Sénégal, en Gambie au Mali, en Guinée-Bissau et au Cap-Vert, avec résidence à Dakar. En 2000, il a été transféré à Cuba et depuis début 2004, également accrédité à Haïti et en Jamaïque. Dès novembre 2004, il est ambassadeur de Suisse en Roumanie.

Monsieur Jean-Claude Richard est marié et père d'un enfant né en 1970.

Assemblée générale

Salle communale, Saint-Légier, samedi 23 avril 2005

Quelque 80 personnes, membres individuels ou délégués de 22 Communes/Associations OVR-CH et amis ont répondu à l'invitation de la Municipalité de St-Légier et du Groupe de solidarité St-Légier-Morareni. Sont également présents Monsieur Ioan Maxim, Ambassadeur de Roumanie à Berne et Mmes Evelynne Pivert, Présidente d'OVR-France et Annie Moiraud, membre d'OVR-Ain.

Brièvement, M. Laurent Etter, Président, décrit les multiples activités déployées par le Groupe de solidarité St-Légier-Morareni depuis une quinzaine d'années, dans les domaines médical, jeunesse, vulgarisation agricole conduisant à la création de la FAER, administration, restauration des fresques de l'église, etc. Il cite aussi la Fondation satellite Pro Familia qui a mis en place un centre médico-social pour les femmes, des soins à domicile, un cabinet dentaire, etc.

Comme tous les quatre ans, le Comité doit être renouvelé. Cinq membres, Mme Sanda Budis, MM. Jean Meylan, Alain Oneyser, Darius Rochebin et Eric Voruz, n'ont pas souhaité renouveler leur mandat. En fonction depuis la création de l'Association OVR-CH en 1995, ils sont chaleureusement remerciés pour leur engagement et plus particulièrement M. Jean Meylan, premier Président, qui, grâce à la disponibilité du Secrétariat de l'Association suisse pour le Conseil des Communes et Régions d'Europe, a permis à l'OVR-CH de partir sur de bonnes bases.

Dans son message, Monsieur l'Ambassadeur Maxim annonce qu'il est parmi nous pour la quatrième année consécutive qui sera toutefois la dernière, puisqu'il quittera Berne pour prendre sa retraite. Il est particulièrement attaché à la Suisse, où il a passé de nombreuses années, notamment auprès de la Représentation de la Roumanie à l'ONU. Il se réjouit qu'après quinze années de partenariat, l'intérêt et la solidarité perdurent. Les craintes suisses formulées lors de la levée de l'obligation des visas pour les Roumains ne se sont pas avérées. Par ailleurs, les relations entre les deux pays sont bonnes, même très bonnes. 40 parlementaires et investisseurs ont visité la Roumanie pendant cinq jours et on attend la venue de Mme Calmy-Rey. M. Maxim se dit satisfait des échos objectifs de la Roumanie que donnent

la presse et la TV suisses avec lesquelles il entretient d'excellentes relations. Pour terminer, il déclare qu'il maintiendra le contact avec la Suisse à travers de l'OVR qui sera toujours au cœur de la Roumanie.

Ensuite, Mme Evelynne Pivert, Présidente d'OVR-F, remercie l'Assemblée de l'accueillir ainsi que Mme Anne-Marie Moiraud d'OVR/Ain. Elle mentionne la Journée Carte blanche de l'Ambassade de France à Bucarest consacrée en 2004 à l'OVR. OVR-International trouve ainsi une nouvelle légitimité, ainsi que les coordinations nationales de France, Belgique, Pays-Bas, Roumanie et Suisse qui ont pu présenter leurs activités aux media et responsables de nombreuses institutions roumaines. Elle présente aussi différentes activités d'OVR-I, notamment un Raid vélocipédique danubien qui suivra le fleuve de sa source jusqu'au Delta, chaque équipe pédalant pour soutenir un projet en Roumanie; les interventions d'OVR-RO pour sauver la vallée de Rosia Montana, où un village devrait être noyé pour permettre à des spéculateurs étrangers de prospecter des mines d'or, etc. Elle annonce aussi une prochaine information concernant la possibilité d'installer des Centres de documentation et d'information dans les villages OVR. Pour conclure, Mme Pivert invite d'ores et déjà les Suisses intéressés à participer à l'AG d'OVR-F qui se tiendra du 11 au 13 novembre dans l'Ain.

La parole est ensuite donnée à M. Ernest Cardis, Syndic de St-Légier-La Chiésaz, qui présente sa Commune agréablement nichée au cœur de la Riviera vaudoise. Il salue le principe du bénévolat et de la solidarité qui anime l'OVR et félicite tous ses acteurs qui contribuent à le maintenir bien vivant. L'Assemblée est ensuite invitée à déguster le vin d'honneur de la Commune.

Autour d'un délicieux repas asiatique, les commentaires, échanges d'informations et d'expériences, conseils, etc. sont une excellente mise en train pour les groupes de réflexion de l'après-midi. Ils sont introduits par une vidéo préparée par OVR-RO « 5 ani d'OVR – Parteneriat european si solidaritate in mediului rural » pour retracer quinze années d'activité sur le terrain. Beaucoup de souvenirs, mais des encouragements aussi pour poursuivre, renouveler et réinventer des coopérations. Quelques exemplaires sont encore disponibles avec une traduction française du texte pour arrêt sur image, auprès du secrétariat.

Les groupes de réflexions ont permis aux uns et aux autres de mieux connaître le travail des communes et des associations qui sont voisines sur le terrain et d'entrevoir des possibilités de synergies. (*Synthèse du travail des groupes et de la réunion plénière infra*).

De nombreux participants à l'Assemblée se sont finalement retrouvés en l'église de St-Légier, berceau fondateur du Groupe de solidarité St-Légier-Morareni, il y a quinze ans.

Comité 2005 – 2009 élu à St-Légier le 23 avril 2005

Béguin Christiane	Groupe de solidarité St-Légier – Morareni
Bovon-Dumoulin Martine	Association Gland – Jidvei
*Gonvers Olivier, caissier	Lussy-sur-Morges
Goy Jean-Claude	Les Amis de Ciolpani, Morges
*Koch Rose-Marie, secrétaire	Association Crissier – Boisoara – Sâmbata de sus
Kolb Raymond	Chexbres
Nicola Alain	Genève
*Praz Pascal, président	Association Nendaz – Gherla
*Rossel Hubert, vice, président	Association Yvonand – Oituz
Sergent Benedict	Association Monthey – Telciu

**Membres du bureau désignés lors de la séance de comité du 21 mai 2005*

Assemblée générale – La réflexion de la Présidente d'OVR-F

Il est intéressant, à plus d'un titre, de participer à l'Assemblée générale d'OVR-Suisse, et cette journée du 23 avril s'annonçait bien, le timide soleil renforçant l'accueil chaleureux de nos hôtes helvétiques.

Après une partie statutaire rondement menée, suivie de l'allocution de plusieurs invités, puis un après-midi consacré à la tenue de trois ateliers avant de conclure ces rencontres par un débat, une étrange sensation envahit ces deux observateurs venus de France, pays latin au demeurant. Une profonde concentration habitait l'assistance qui s'impliqua de façon remarquable, et sans discontinuer, à chaque moment de cette journée ... tout en n'omettant pas de distiller quelques notes d'humour, caractéristique de l'esprit suisse !

D'emblée, une constatation s'impose : chaque partenaire travaille ardemment, consciencieusement, efficacement, (c'est ce que révéleront, d'ailleurs, les ateliers de l'après-midi), au détriment peut-être d'un « marketing de communication » souvent absent au sein du réseau OVR ... et conduit les adhérents à se poser la question de l'utilité d'OVR !

Doute, somme toute, légitime, et à l'instar des adhérents d'OVR-France, cette interrogation récurrente du « pourquoi » d'une adhésion à une structure nationale elle-même partie prenante à un

réseau européen, (OVR-International), nécessite que l'on s'y attarde quelque peu. Si, effectivement, l'appartenance à un réseau national ne peut entraîner, de fait, des avantages quantifiables sur le plan matériel et en termes de réponses données à tout problème rencontré, il n'en demeure pas moins que « *les économies d'échelle sont par définition des économies tout court et bénéficier d'un réseau d'informations plus large, de l'expérience d'autres associations est par définition « un plus »* ».¹ OVR est un réseau, de surcroît un réseau de solidarité - et l'investissement d'OVR-Suisse ne démentira pas cette affirmation - à dimension européenne que nourrit chacune des coordinations nationales de la Suisse, de la Belgique, des Pays-Bas, de la Roumanie et de la France, au travers, notamment de leurs publications. « *Là aussi et là surtout, il y a une richesse à consolider et des opportunités à exploiter au regard de l'entrée de la Roumanie dans l'Union Européenne* »².

A Saint Légier, l'assemblée, elle-même, n'a pas fait l'économie de ce débat, éprouvant ainsi la dimension démocratique, chère au réseau OVR. La qualité des échanges et de la réflexion, la pertinence des propos, répondaient en écho à la vitalité d'esprit des participants qui peuvent se féliciter, au passage, de compter parmi eux, un certain nombre de visages plus jeunes qui

¹ Edith Lhomel, Co-fondatrice du réseau OVR, Vice-présidente OVR-France ; 28 janvier 2005.

² Edith Lhomel, op.cit.

OVR
Suisse

assureront, c'est certain, une relève digne de leurs aînés !

Au terme d'une journée riche d'enseignement, alliant un savant mélange d'humilité, de conviction, d'écoute et de sensibilisation, nous témoignons, Annie Moiraud représentante de la coordination de

l'Ain et moi-même, notre reconnaissance au réseau OVR-Suisse pour l'opportunité qu'il nous a offerte de côtoyer, ainsi, ses membres au cœur de préoccupations communes.

Evelyne PIVERT
OVR-France

Connaître ses voisins sur le terrain Réflexions et débats à l'Assemblée générale d'OVR-CH

A l'occasion de l'Assemblée générale du 23 avril dernier, le Comité d'Opération Villages Roumains-Suisse a souhaité faire un bilan de quinze années d'activités de l'OVR-CH en Roumanie. Comme il l'a expliqué aux différentes associations/communes partenaires, il a voulu donner l'occasion de faciliter des rencontres entre les différents partenariats regroupés par régions d'action en Roumanie. Le but était de partager les réalisations de chacun, les problèmes de la région, les difficultés rencontrées, les projets prévus ou souhaités, voire la synergie de certaines actions, par leur mise en commun ou – tout au moins – leur complémentarité.

Le regroupement aurait pu se faire selon le découpage des régions administratives roumaines ; cela aurait peut-être permis de mieux mettre en évidence les spécificités régionales du pays. Mais le choix fait a voulu davantage équilibrer les groupes en fonction des membres effectivement inscrits, tout en maintenant une cohérence selon les *județ* d'activité. Ainsi, des 4 groupes initialement prévus, 3 furent finalement retenus :

- Groupe 1 : Buzău, Vrancea, Bacău, Vaslui, Iași, Suceava ;
- Groupe 2 : Bihor, Mureș, Cluj, Alba, Bistrița-Năsăud, Sălaj, Maramureș ;
- Groupe 3 : Sibiu, Brașov, Harghita, Covasna (auquel a été ajoutée l'association travaillant dans le *județ* de Buzău).

Agir sur les conséquences ou sur les causes ?

En partant des actions organisées par cha-cun au cours de ces cinq dernières années, quelles sont celles qui ont bien fonctionné et celles qui, au contraire, se sont avérées êtres des échecs totaux ou partiels ? Quelles sont les causes qui expliquent ces ré-sultats si différenciés ? Tiennent-elles davantage à des questions de procédure ou de mise en place, à des personnes (ici ou là-bas), à des difficultés liées davantage à la « conjoncture » ? Ou, au contraire, sont-elles plutôt à mettre en relation avec le type de projet initié, au besoin réel de l'apport escompté, à l'utilité même de projet ? Dans ce cas, ce sont clairement des éléments de

« structure »... qu'il faut remettre en cause !

Si on ne se pose pas les bonnes questions – même si elles font mal ou rabattent parfois notre amour-propre ou notre bonne conscience –, il est illusoire d'espérer pouvoir apporter les bonnes réponses ! En d'autres termes, a-t-on le courage d'agir « en amont » des difficultés et des problèmes – et donc sur les causes réelles – ou, au contraire, continuera-t-on de se contenter de n'agir qu'« en aval », et de mettre des emplâtres sur une jambe de bois ? Finalement, cela revient aussi à se poser LA question incontournable, source de nombreux problèmes aux associations/communes occidentales : est-il indispensable, nécessaire, souhaitable de poursuivre les différentes aides ponctuelles de type « assistance humanitaire » ? Ou, au contraire, est-il souhaitable, nécessaire, indispensable de passer à l'étape suivante de type « coopération au développement » ?

Les différentes communications furent précises, intéressantes et constructives, même si – comme toujours dans ce genre de circonstances – le temps imparti s'est avéré être trop court pour permettre une véritable entrée en matière, pour permettre un échange en profondeur.

Le lieu n'est pas de faire une synthèse de tout ce qui s'est dit. Mais, en se basant sur les notes prises par les différents animateurs, ainsi que sur les documents remis en groupe de travail et/ou renvoyés ultérieurement, on peut dégager certaines lignes de force qui permettront de nuancer des approches ultérieures et d'approfondir certains échanges, souhaités d'ailleurs par les différents participants.

Pour ce qui regarde les actions réalisées durant les cinq dernières années, il apparaît clairement que le domaine *humanitaire* et celui du *développement* se tiennent de très près et sont fortement majoritaires, tant pour ce qui touche le nombre des actions entreprises (près des trois quarts) que celui des associations/communes concerné(e)s (plus de quatre sur cinq). Les projets d'« animation » et de « formation » (qui s'inscrivent aussi dans une logique de *développement*) regroupent un dernier tiers des actions coordonnées par, grosso modo, la moitié des partenariats concernés.

Il ressort aussi des affirmations de nos différentes associations que près de 30% des actions entreprises n'ont pas été couronnées de succès ou n'ont tout simplement pas fonctionné (34 cas sur 121 signalés). Personne ne sera étonné par le fait que plus de la moitié de ces actions se rapportent à des projets de *développement*, les plus difficiles à mettre au point et à piloter avec nos partenaires, et même à 80% si on y ajoute les projets qui visent à la formation des gens. L'échec dans le domaine *humanitaire* ne concerne qu'un projet sur cinq.

Les causes peuvent être multiples, mais tournent souvent autour des difficultés rencontrées avec les partenaires et leur manque d'intérêt, d'engagement ou de collaboration ; les problèmes avec les autorités sur place, les responsables locaux et le manque de confiance qui en découle ; les difficultés techniques, le manque de suivi, le non respect des engagements ; les problèmes avec les institutions, les tracasseries douanières ou les normes législatives en changement constant ; le manque de *feed-back* ou la fatigue liée à la lenteur de l'évolution des démarches...

Ce qui est réjouissant, par contre, est de prendre conscience que, pour ce qui concerne les actions prévues ou souhaitées pour les années à venir, le domaine *humanitaire* cède nettement la place à celui de la *coopération*, moins d'une sur cinq des actions entreprises, pour les premières, et plus d'une sur deux pour les secondes. Si on compare les cinq dernières années avec les années à venir, on constate que l'*humanitaire* a chuté de plus de 50% (passant de plus de 30% à un peu plus de 15%), alors que le couple *développement-coopération* a considérablement progressé (passant de 37% à 56%). Quant aux projets visant à l'animation et à la formation des personnes, ils représentent le quart de ceux qui sont prévus dans un proche avenir. Si on voit l'évolution sous l'angle des associations/communes concernées, moins d'une association sur deux l'est encore par des projets humanitaires, alors que plus de quatre sur cinq s'investissent dans le développement, malgré les difficultés plus grandes rencontrées.

Ces différentes tendances – qui devraient être affinées au niveau de l'analyse (et elles le seront ultérieurement) – sont pourtant réjouissantes en

soi, car elles montrent le virage pris par bon nombre de nos associations pour passer de l'*humanitaire* à la *coopération*. Ce point n'a pas échappé aux animateurs, qui le mirent en évidence lors de la mise en commun des résultats des échanges dans les différents groupes.

Actions réalisées les cinq dernières années

Domaines d'action	Nbr. actions	%	Nbr. associations	%
Humanitaire	42	34.7	20	76.9
Développement	45	37.2	23	88.5
Animation	18	14.9	14	53.8
Formation	16	13.2	13	50
Total	121	100	26	100*

Actions prévues ou souhaitées pour les années à venir

Domaines d'action	Nbr. actions	%	Nbr. associations	%
Humanitaire	13	18.3	11	42.3
Développement	40	56.3	22	84.6
Animation	9	12.7	7	26.9
Formation	9	12.7	8	80.8
Total	71	100	26	100*

Actions des dernières années qui n'ont pas fonctionné

Domaines d'action	Nbr. actions	%	Nbr. associations	%
Humanitaire	7	20.6	6	23.1
Développement	20	58.8	15	57.7
Animation	-	-	-	-
Formation	7	20.6	8	30.8
Total	34	100	26	100*

(* Certaines actions peuvent entrer dans plusieurs domaines et la plupart des associations/communes sont engagé(e)s dans différents domaines d'action)

Comment passer de l'humanitaire à la coopération ?

Le comité OVR-CH avait demandé à Alex Décotte d'animer le débat-discussion qui suivit. Journaliste à la *Télévision Suisse Romande* et fin connaisseur de la Roumanie, il a été frappé par « l'enthousiasme, l'émotion et la débrouille » manifestés par les associations, lors de son passage dans chacun des groupes : « Les problèmes sont nombreux, mais ils se posent tous de la même manière. Et je me réjouis de constater que les « anciens combattants » sont devenus de « nouveaux Astérix ». (...) La transition actuelle de la Roumanie doit être mise en relation avec la politique actuelle du pays : la Roumanie veut entrer dans l'Union européenne. Cela provoque un accroissement du fossé des générations, par des inégalités croissantes, mais aussi par des clivages entre jeunes et vieux, ruraux et urbains, riches et pauvres. »

OVR
SUISSE
ROMANDE

Comment l'association OVR se situe-t-elle par rapport à cette évolution nouvelle ? Comment peut-elle agir pour répondre aux problèmes actuels ? Comment *doit-elle* agir pour rester crédible – et surtout honnête – par rapport à ses engagements premiers ?

Mihnea Berindei, journaliste aussi, Roumain dissident de la première heure, membre-fondateur du mouvement de protestation *Opération Villages Roumains*, aurait dû participer à ce débat. Il en fut malheureusement empêché par des circonstances de dernière minute. Il n'aurait pas manqué de mettre en évidence – comme il le fait chaque fois, en pareille circonstance – le rôle primordial joué par les contacts personnels entretenus par les membres OVR et les Roumains privés de liberté. Cela crée des liens forts; cela crée aussi des obligations, si on veut rester honnête avec les engagements pris. Il faut donc s'investir dans la durée.

Les sujets abordés dans les différents groupes de réflexion, les actions entreprises récemment, celles qui sont en cours, ainsi que celles qui sont prévues ou souhaitées, montrent que les associations/communes suisses encore sur le terrain ont pris conscience de cette nécessité d'un engagement à long terme et d'une collaboration réelle entre des partenaires responsables. La difficulté est parfois/souvent de trouver ces personnes qui acceptent de s'engager pour le bien de leur communauté, dans les circonstances de vie difficiles que sont les leurs actuellement. Dès lors, ne faut-il pas renforcer les conditions qui favorisent ce *passage de l'humanitaire à la coopération* ? Ne faut-il pas investir davantage dans la formation et dans l'animation, pour permettre aux Roumains eux-même de se prendre en charge en pleine connaissance de cause ?

Sans que les éléments soient exclusifs les uns des autres, sert-il encore à quelque chose de n'envoyer que des « colis » à des familles choisies selon des critères précis (âge, situation sociale, relations personnelles,...) ? Cette aide humanitaire s'inscrit-elle encore dans une logique de nécessité réelle ?

Sert-il à quelque chose d'envoyer du matériel médical, éducatif, agricole,... sans se préoccuper – dès le départ ! – des conditions de son utilisation ? Les cas signalés de détournement, monopolarisation, privatisation, abandon, absence de motivation, refus de collaborer,... ne sont-ils pas révélateurs d'une mauvaise adéquation entre les besoins réels du « vécu » des gens sur place et de la « perception » que nous en avons ici ?

Quel est le rôle des jeunes dans le pays ? Quel rôle jouent-ils effectivement et quel est celui qu'ils pourraient jouer s'ils en avaient les moyens ? Quelles actions pouvons-nous entreprendre avec nos différents partenaires roumains pour favoriser la formation des jeunes dans le pays : formation professionnelle, technique, universitaire,... ? Bourses à l'étranger ? Bourses en Roumanie ? Comment financer ces bourses : ici ? Là-bas ?

Comment favoriser une participation financière des autorités officielles aux différents projets que l'on voudrait voir se développer ?

Comment répondre à la demande exprimée dans le pays de trouver, *maintenant encore*, des partenaires en vue d'une coopération et d'une collaboration ?

Quelles motivations trouve-t-on encore chez nos membres, en Suisse, pour la recherche et le soutien de nouveaux projets de développement ?

Ces quelques questions sont incontournables – parmi de nombreuses autres – et sont représentatives de l'état de notre recherche actuelle dans le cadre de l'OVR. Elles sont révélatrices de la perception que nous avons des autres et de nous-mêmes.

« *Les problèmes sont nombreux, mais ils se posent tous de la même manière* », disait Alex Décotte. Il est bon d'en prendre conscience de temps à autre, parce que, si les problèmes se posent de la même manière, les réponses à y apporter changent constamment, en fonction du contexte évolutif de nos sociétés. L'adéquation des réponses ne dépend donc pas tant du regroupement géographique régional pour des raisons politico-administratives, que des facteurs naturels (physiques, climatiques) et culturels (sociaux, économiques) dans lesquels vivent les différentes communautés humaines...

Et, comme l'a fait remarquer le nouveau président d'OVR-CH, dans le rapport de son groupe de travail : « *Même après 15 ans d'OVR, le dynamisme et la passion sont toujours là...* ». Cela compte aussi !

Hubert ROSSEL



Le groupe de travail de la région Sibiu

Inondations en Roumanie

Opération Villages Roumains SOLIDAIRE

Par vagues successives, au printemps dans l'ouest, durant l'été à l'est et au centre, en septembre dans le sud, la Roumanie a été victime de très graves inondations. Sur place pour l'arrivée de Delta60 (cf. infra), des membres d'OVR, dont Christiane Béguin, du Groupe de solidarité St-Légier-Morareni, ont pu, accompagnés de Francisc Giurgiu, Président d'OVR-RO, se rendre sur le terrain.



Comment passeront-ils l'hiver ?

Devant l'ampleur du désastre et les nouvelles angoissantes, pressantes qui parvenaient des régions sinistrées, les coordinations belge, française, néerlandaise et suisse, soutenues par les ambassades roumaines dans les pays respectifs, ont rapidement lancé un appel à leurs membres et amis, à la communauté roumaine et à tout un chacun pour récolter des dons, afin d'apporter des secours urgents à des villages non parrainés par OVR.

L'appel du 23 août de Francisc Giurgiu

« Il y a un peu plus de quinze ans déjà, naissait OVR «opération Villages Roumains» et, à ce jour, les travaux débutent de nouveau. A l'époque, les villages de Roumanie étaient menacés par la systématisation diabolique de Nicolae Ceausescu, et, maintenant, les lieux et les villages se trouvent sous l'emprise de la colère du ciel.

Les eaux, à partir du mois de mars et jusqu'à présent ont ravagé beaucoup d'habitations, en pleine nuit, amenant avec elles la panique et le chaos qui ne nous quittent plus maintenant.

Partout où l'on va, on rencontre le drame. Chaque village ou localité a son histoire et ressemble à des dessins avec des nuances de gris. Apocalyptiquement parlant, nous vivons et voyons le visage de l'enfer sur la terre, des inondations telles que les

personnes âgées n'en ont vécu depuis plus de 50 ans.

En tant que témoin des lieux, j'ai vécu au cours de ce mois de juillet fou de l'année 2005, un épisode que les historiens, je crois, noteront comme un événement majeur, un désastre immense. Episode qui se répète tragiquement depuis ce début du mois d'août. Face à tous ces événements dramatiques, je pense que nous sommes tous égaux devant la nature, du moindre insecte à l'homme le plus puissant.

La plupart des personnes sont en souffrance maintenant. Il nous faut prendre en considération leurs besoins et leur douleur, avant nos propres besoins, afin de pouvoir les aider.

Nous le faisons sans discontinuer depuis 1989, nous pouvons encore poursuivre nos actions.

Les partenariats que nous avons créés, les jumelages officiels, les échanges inter citoyens existant ont démontré la solidarité et les liens forts entre les citoyens du même continent qu'OVR recouvre.

OVR a été et continue d'être la lumière du bout du tunnel, la lumière qui a fait beaucoup de bien et a redonné espoir au milieu rural roumain durant ces quinze dernières années.

Tout projet ou action que vous mettrez en place dans les villages détruits, «peut-être même dans le village partenaire», instaurera l'espoir et le calme qui prédominaient avant le désastre au cœur de chaque communauté.»

L'action OVR-CH

Soucieux de respecter les priorités de chacun, le Comité OVR-CH a opté pour la distribution de bons d'achats non monnayables à échanger contre des matériaux et fournitures de construction auprès d'entreprises agréées par OVR-RO uniquement. Le Président d'OVR-RO, M. Francisc Giurgiu, qui connaît bien le terrain, a été mandaté pour le choix des bénéficiaires et la distribution des bons, soit env. Fr. 300.- pour un couple et une contribution supplémentaire pour chaque enfant. Il est également chargé du paiement des fournisseurs. Le montant intégral des dons reçus, Fr. 24'500.- à mi-octobre, a été déposé sur un compte spécial en francs suisses, ouvert auprès d'une banque en Roumanie.

La distribution initiée dans les villages de Agas Asau et Palanca, situés dans une région montagneuse particulièrement touchée du județ de Bacău, s'est révélée concluante et sera poursuivie jusqu'à

OVR SOLIDAIRE

épuisement des fonds. Lors de prochains déplacements en Roumanie, les membres du Comité d'OVR-CH feront le détour pour visiter les villages concernés.

Nous tenons à remercier ici nos membres et amis, tous ceux qui ont répondu à notre appel, pour leur solidarité envers des villageois sinistrés, d'autant plus accablés qu'ils vivent dans une des régions les plus pauvres de Roumanie.

Les Coordinations OVR de Belgique, France et des Pays-Bas sont également à l'œuvre pour récolter les fonds nécessaires à leur participation à cette action.



Des achats pour la reconstruction

En suivant le guide OVR...

Pour encourager ses membres curieux de connaître nos villages parrainés de Boisoara et Sambata de Sus autrement qu'en photos, le Comité avait proposé, lors de son Assemblée générale, au printemps 2005, d'organiser un voyage accompagné. Avec la crainte d'un accident, il est vrai que les routes roumaines ne sont pas tendres pour les dos sensibles, et des impératifs familiaux, des six personnes intéressées lors de l'annonce, trois ont finalement pris le départ. Même moins de fous, nous avons quand même bien ri.

Rose Menna, Claude Tschanz et Pascal Dévaud ont donc accompagné Georges et Rose-Marie Koch. Après une nuit au km 83 de l'autoroute vers Budapest, nous bifurquions vers l'est en direction de Kecskemét et plus loin vers la frontière roumaine à Gyula. Légère inquiétude, pourquoi ? Nous entrons en Roumanie accueillis par un sympathique douanier parlant français, soucieux de savoir si nous faisons bon voyage et nous recommandant de visiter le Monastère de Sambata. Après la traversée des vergers et champs de poivrons de la Hongrie, le paysage jusqu'à Arad devient triste. Mais il

s'améliorera au fur et à mesure que nous approchons de notre prochaine étape où nous serons reçus à Saliste dans une maison du Retea Turistica, chez Rudi et Ella. Nous y rencontrerons un jeune couple de New York en voyage éclair en Roumanie, semble-t-il, puisqu'ils n'iront pas plus loin que Timisoara, puis rapidement à l'Ambassade US à Bucarest, parce que l'un d'eux s'est fait voler son passeport. Mais ce flash a suffi ; il sont enchantés de la Roumanie !

Le lendemain, c'est la montée vers Boisoara. Après les travaux constatés l'année dernière, nous nous réjouissons déjà de rouler sur le boulevard de la nationale qui doit relier Sibiu à l'autoroute de Bucarest, via Boisoara. Plus de machines de chantier, pas de goudron non plus. La route est dans l'état où nous la connaissons depuis une quinzaine d'années, avec quelques éboulements et ravins en plus. Les fonds et les machines ont été affectés ailleurs...

Au village, nous retrouvons, la quiétude, qu'égoïstement nous avons craint de voir troublée par le passage des camions. C'est dérangés seulement par les chars rentrant le foin et les patates, ainsi que le retour des bêtes du pâturage que nous entreprenons notre balade dans le village.

A l'école, largesse préélectorale (non payante) oblige, tout le mobilier a été remplacé avant les présidentielles de 2004. Et comme en Roumanie on ne débarrasse rien, les anciens pupitres sont alignés contre les parois en prévision d'un éventuel futur boom d'élèves.

Notre interlocutrice de toujours, Nana Popescu, nommée directrice de l'école, a des projets qu'elle entend bien défendre auprès des administrations compétentes.

- Reconstruire et aménager les sanitaires de l'école (via la TSR et TV5, ils avaient fait le tour de l'Europe), avec raccordement au réseau d'eau
- Créer une salle réservée à l'enseignement de l'informatique, où les PC reçus de Suisse devraient enfin trouver une place
- Remplacer les fenêtres et les portes par du thermopan dont on constate l'installation un peu partout dans le pays
- Remplacer les tuiles cassées et manquantes avant l'hiver.

Lors de notre promenade dans le village, nous profitons de rendre visite aux familles pour lesquelles nous avons financé les raccordements d'eau dont

elles auraient été privées, alors qu'un programme SAPARD permettait enfin l'adduction des trois villages de la commune à l'eau courante.

Différents projets pourront être réalisés ensemble :

Le goûter des enfants : ceux du primaire reçoivent chaque jour un petit pain/fromage ou lait. Les institutrices ont constaté que souvent ils partagent ce goûter avec leur frères et sœurs aînés. Pour que chaque enfant bénéficie de cet apport santé, nous le financerons.

Les raccordements d'eau : Depuis l'automne dernier, la commune de Boisoara, qui compte trois villages dans un site montagneux, dispose d'un réseau d'eau, grâce à la ténacité de son maire, Tica Popescu, qui a surmonté tous les obstacles, afin d'obtenir et de réaliser ce programme européen. Il faut l'en féliciter, car nombre de ses collègues ont abandonné en cours de route. Dans certaines familles, une minorité, la salle de bain ou la cuisine étaient prêtes pour le raccordement, alors que d'autres se contentaient d'un robinet dans la cour. Pour les plus démunis c'était le statu quo. Ils continueraient de s'approvisionner au puits ou au bord de la rue centrale à l'hydrant le plus proche. A Crissier, on attendait cette arrivée de l'eau depuis longtemps et une réserve avait été constituée pour raccorder les plus pauvres. Dès ce printemps, l'eau a ainsi pu être amenée dans la cour d'une dizaine de maisons. Ils n'étaient pas peu fiers, ceux que nous avons visités, d'ouvrir et de fermer à plusieurs reprises le robinet. Nous poursuivrons donc cette action dès le printemps prochain.

Les enveloppes : Avec la suppression des transports de marchandises de Suisse, les familles parrainées ne pouvaient plus recevoir de paquets. Dès l'année dernière, ils ont dès lors été remplacés avantageusement par des enveloppes qui



Installation sommaire, mais très appréciée



En route pour rendre visite à une famille parrainée

permettent à chacun de faire les achats de son choix. Le magasin du village y trouve aussi son compte.

Sambata de Sus

Dans la plupart des familles, un ou plusieurs membres travaillent à l'étranger. Village de plaine, près de Fagaras, les conditions y sont moins difficiles.

L'école est dès cet hiver équipée d'un chauffage central et les fenêtres des salles de classe sont en thermopan. Le mobilier par contre est désastreux. Certains enfants sont assis sur des tabourets, aucun réglage n'est possible, alors que les écoliers restent plusieurs années dans la même classe, cette solution ayant été choisie pour leur donner le sens du respect de leur environnement.

Si l'occasion se présente dans l'un de nos collèges, nous récupérerons du mobilier, sans trop chercher à savoir où est passé le matériel précédemment livré, la nouvelle directrice nous promettant son appui.

Boisoara et Sambata de Sus

Les boursiers : Le financement des frais de scolarité et de pension que les parents ne peuvent assumer se révèle concluant. A Boisoara, les deux premiers bénéficiaires ont obtenu leur CAP et trouvé du travail en ville, car au village les possibilités sont inexistantes. A Sambata de Sus, nous avons pu rencontrer les parents (pour certains enfants la tante ou la grand-mère, les parents étant décédés ou ayant démissionné) et des enfants rentrés des cours. Un moment chaleureux et très émouvant pour les uns et les autres.

Cette rencontre nous a convaincus de l'utilité de cette action qui profite chaque année à huit enfants dans chaque village, les étudiants arrivés en fin de cursus étant remplacés par de nouveaux candidats.

Dans les deux villages, on nous soumet des projets importants pour la rénovation de l'école notamment, qui sont du ressort des pouvoirs publics. Nous ne

ÉCHO DES ASSOCIATIONS



Des jeunes boursiers de Sambata et leurs parents

pouvons y souscrire, réservant nos actions pour contribuer directement au meilleur être des enfants et de la population en général.

Nos visites officielles accomplies, nous avons ensuite entrepris notre périple touristique en suivant le guide OVR et ses conseils. Avant de monter à Boisoara, nous avons passé une matinée à Sibiu, où il faudra retourner quand les nombreux travaux pour commémorer, en 2007, la ville européenne de la culture, seront terminés. A Sambata de Sus, nous avons bien sûr visité le Monastère et son très prestigieux centre de congrès avec une salle équipée de cabines de traduction simultanée et des chambres d'hôtes confortables, l'élevage de chevaux lipizzans qui sont très beaux, mais restent enfermés dans des écuries, dont certaines sont bien délabrées. Avant de rejoindre Pucareni pour la nuit, le téléphérique nous a conduit sur le belvédère au-dessus de Brasov, avant une promenade en ville. Sur la route pour Valea Lunga, une halte s'imposait à Prejmer et son église fortifiée. Enfin la vieille ville de Sighisoara et le marché du dimanche à Blaj, avant de nous mettre au vert à Arieseni dans les montagnes des Apuseni. Le chef de la police locale – 5 galons – en personne nous a conduits avec un fourgon 4x4, digne d'un panier à salades, au pays de Moti, chez les artisans du bois où nous avons eu droit au traditionnel « tulnic », un long cord dont ne jouent que les femmes. Les plus courageux sont redescendus la moitié du chemin à pied, les paresseux, mais pas moins courageux, sont restés dans le 4x4 parfois penché à 45° dans les ravins. Le soir - encore un « atout » glané dans le guide -, nous avons goûté un délicieux ragoût de cèpes chez la famille Petrus. On y fait office de centrale de ramassage pour les cueilleurs de toute la région. Chaque saison, plusieurs tonnes de cèpes y sont triés puis acheminés frais vers l'Italie, entre autres.

Alliant les visites à nos villages parrainés et un peu

de tourisme, nos compagnons de voyage ont pu apprécier la coopération mise en oeuvre depuis une quinzaine d'années entre Crissier, Boisoara et Sambata de Sus. Ils ont été charmés par la gentillesse et l'accueil des Roumains, tout en découvrant un petit coin de la Roumanie, en attendant de revenir et de poursuivre l'aventure.

Rose-Marie Koch

Fin de parcours à Padureni

Créée à Vevey fin 1999 dans la foulée de la dernière Fête des Vignerons, l'Association «Solidarité avec Padureni et Don de la Saint-Martin» est arrivée au terme de son parcours, suite à sa dissolution le 29 juin dernier.

Grâce à la générosité de la Confrérie des Vignerons et des quelque 600 donateurs (essentiellement des participants à la fête), quelque 164'000 francs ont pu être investis dans la commune roumaine des « Vignerons du monde ». Ainsi un pont sur la route reliant deux des sept villages de la commune a d'abord été construit ; puis, plus important, le Centre culturel de Padureni (véritable poumon social de la commune) a été rénové, agrandi et équipé (chauffage central au bois, matériel technique, équipement de sonorisation pour le groupe folklorique « Stejarelu », loges et douches, cuisine, salle de réunion, salle de répétition, etc.

Dans un autre domaine, l'Association a financé l'achat de quatre machines pour l'unique menuiserie de la commune.

Une somme importante a aussi été consacrée aux écoles : toit d'un bâtiment refait, amenée de l'eau courante et pose de lavabos à l'école principale (et au dispensaire médical) et création d'une salle d'informatique. Toujours pour les écoles, quatre terrains de sports ont été créés ou remis en état et entourés de grillage. Pour les quatre écoles maternelles, financement de places de jeux avec balançoires, toboggans, etc..

Enfin, à la rentrée des classes à la mi-août, l'agrandissement (de sept mètres) de la salle de gymnastique a été terminé, de même que l'installation de douches et de WC attenants à cette salle.

Signe de l'évolution des mentalités à Padureni, des poubelles (de couleur jaune et bleue) financées par l'Association, ont été installées au centre de la commune et à proximité de toutes les écoles !... Et pour souligner encore plus les profonds changements (les bouleversements mêmes) intervenus depuis quelques années, la grande majorité des maisons

sont maintenant reliées au réseau électrique et 80 d'entre elles sont même reliées au télé-réseau, cela grâce à une station de captage par antennes satellites (à première vue assez rudimentaire tout de même selon André Nusslé, qui fut notre vice-président et qui était encore fin juin en Roumanie).

D'après Temistocle Diaconu, maire de Padureni, l'action de l'Association Solidarité avec Padureni n'est pas tout à fait étrangère à tous ces changements.

A tous ceux qui, d'une manière ou d'une autre, de près ou de loin, ont participé à cette belle action de solidarité et d'amitié, un très grand MERCI !

Ceux qui furent les membres du comité de l'Association

Moutier – Chiril

Notre ville de Moutier (7'800 habitants) entretient des liens réguliers avec les villages de Chiril, Sat Lunga et Cojoci (600 habitants, 230 familles) depuis une bonne quinzaine d'années.

Une commission municipale permanente, formée de 15 membres, se réunit à de nombreuses reprises durant l'année et examine tous les problèmes inhérents à cette coopération. Nous entretenons également des liens étroits avec la commune belge de Zoersel (15 km d'Anvers) qui parraine la ville voisine de Crucea dont dépendent administrativement nos trois villages.

Des convois ont été acheminés régulièrement depuis 1990 par train et par camion ; ils contenaient des colis pour les familles (prises en charge à environ 90 % par des familles prévôtoises), du matériel pour l'école, de bancs et des tableaux noirs pour l'école, des vélos, des poussettes, du matériel administratif, etc.

Au début de nos relations, les problèmes de communication sont récurrents ; ils s'arrangeront par la suite, au fur et à mesure de nos visites sur place.

Depuis 2003, suivant en cela l'exemple de nos amis belges, l'idée des colis est abandonnée, consécutivement aux problèmes rencontrés lors des entrées en Roumanie et du prix du transport. La commission décide d'apporter une aide aux familles, sous la forme de bons d'achat (négociables sur place) de fr. 20.- par personne (la valeur a été augmentée dès cette année à fr. 30.- par personne).

La commission prend en charge les familles non parrainées, afin que chaque habitant des trois villages reçoivent ses bons. Nos ressources financières proviennent d'une subvention annuelle de la

Municipalité (fr. 3'000.-) et le solde est trouvé par des activités organisées par la commission (participation aux foires, Braderies et expositions, fête de la coopération, etc.).

Parallèlement, plusieurs actions d'aide communautaire ont été menées à bien durant toutes ces années. A titre d'exemple, citons notamment :

- réalisation et fonctionnement régulier d'un dispensaire médical ;
- rénovation complète de l'école, toit, façades, électricité, avec amenée d'eau courante, installation d'un chauffage central et construction de sanitaires ;
- distribution de yaourts à l'école pendant les cinq mois d'hiver ;
- versement d'une bourse d'étude annuelle aux étudiants ;
- fourniture de matériel médical et médicaments pour le dispensaire ;
- recherche de fonds pour l'achat d'un bus de ramassage scolaire (finalement pris en charge par la juridiction) ;
- construction de canalisations pour l'amenée d'eau courante (une partie est déjà réalisée) ;
- électrification des maisons encore pas raccordées au réseau, etc.

L'aide sous forme de bons est très appréciée par nos amis roumains. Elle présente notamment l'avantage de supprimer totalement les problèmes douaniers et de faire vivre le commerce local. Cette aide sera encore maintenue en 2006, dans l'attente de l'entrée de la Roumanie dans l'Europe. Si celle-ci se réalise, il a d'ores et déjà été décidé de réétudier cette forme d'aide et de se consacrer plutôt à des projets communautaires.

Pour l'instant, nos relations sont excellentes, grâce aux contacts suivis avec le comité local et les autorités. Même si les familles de Moutier souhaiteraient recevoir régulièrement des signes de vie des familles roumaines – ce qui arrive malheureusement assez rarement – nous avons bon espoir d'intensifier ces relations et de mener à bien de nombreux projets encore en suspens pour nos trois villages amis.

Le secrétaire de la commission Moutier-Chiril, Jean-Pierre Maître

La Roumanie vendange aussi

Ce pays comprend plusieurs vignobles ; l'un d'eux s'étend du centre est en direction du nord, couvrant une surface d'environ 28'000 ha. (soit environ 10% de la zone viticole roumaine).

Rencontre avec les producteurs de la Cave d'Odobesti

COOPERATION

Odobesti est une ville de taille moyenne (presque 10'000 habitants), entourée de vignes en pente douce; des rangs... à perte de vue! Près de 70% de la population terrienne est occupée dans ce secteur; l'agriculture est la deuxième activité.

Initiative locale

La redistribution des terres collectivisées a commencé en 1991 dans tout le pays, avançant à un rythme variable pour des raisons familiales, prenant souvent du retard sur le plan administratif. Pour Odobesti, il aura fallu presque une décennie. Avant l'an 2000, chaque producteur vendait son raisin à de grandes entreprises. Pas de souci de mise en valeur certes, mais bien peu de rentabilité à l'évidence. L'insatisfaction «titille» certains vignerons; dès 1993, ils ouvrent les yeux sur l'étranger, se documentent; dès 1999, ils bénéficient des conseils du Lycée agricole de la ville, y font part de leur intention: fonder une association de producteurs, élaborer leurs propres statuts en conformité avec la législation du moment; en l'an 2000, la personnalité juridique fonctionne comme une «agence économique».

Clubul Podgorenilor Odohesti

Traduction: Association des viticulteurs; alors pourquoi «clubul»? A l'unisson, les trois membres fondateurs (MM.Nastase Bachidau, président, Dumitu Lazar, directeur, Ivanciu Petrache) me confient avoir voulu certains vocables en vigueur dans leur passé récent... L'association naît avec 47 vignerons, convaincus à l'idée de se regrouper pour oeuvrer plus efficacement, ce qui représente 120 ha; la production est destinée à une vente indigène, surtout en vrac.

Une chance

Quelque douze mois d'expérience totalement nouvelle plus tard, un événement que le directeur se remémore avec une légitime fierté, la chance se profile sur la toute jeune association: elle vient de l'Allemagne par le biais d'un programme de coopération avec la Roumanie; au chapitre de la viticulture, les coopérants sont précisément en quête d'un tel groupement professionnel. Les rencontres incitent à des échanges instaurant un climat de confiance réciproque. Un contrat de collaboration voit le jour en 2001.

Dans un premier temps, un prêt financier prend rapidement la forme d'une donation. De plus, de



l'outillage pour moderniser les installations de la cave d'autrefois (laboratoire d'analyse, cuves (capacité de 500'000), mise en bouteilles, conditionnement, etc.), aménagement de locaux (bureau administratif, salle de rencontres, lieu d'accueil et de vente, etc.) sont réalisés en parallèle.

L'association - qui a travaillé consciencieusement depuis un an avec des moyens dérisoires -peut désormais prendre un essor inespéré. Avec à la clé (comme partout) des critères de qualité imparables. Au nom de ses sociétaires, le directeur se fait insistant quand il réaffirme sa reconnaissance à l'égard de son partenaire dépendant du Ministère du développement d'Allemagne.

Adaptation au marché

Aujourd'hui l'Association commercialise déjà différents cépages de blanc en bouteille: le rouge aura bientôt son tour; le raisin en vrac est appelé à baisser d'autant.

La vente pour l'instant reste indigène; les cépages autochtones côtoient Aligoté, Riesling, Merlot, Cabernet-Sauvignon, etc. Le chasselas perd un peu de sa cote d'autrefois. Les Roumains continuent de préférer le vin blanc; une augmentation d'environ 20% de cépage rouge est programmée à court terme.

Des étiquettes sobres et de grande classe habillent le verre importé d'Allemagne. La participation de la coopérative à différents concours nationaux leur a déjà valu quatre médailles d'argent et cinq de bronze. De quoi les encourager à progresser.

Dans un avenir proche, des camionnettes de livraisons seront nécessaires. En octobre 2004, l'assemblée générale accueillait quelques autres membres, ce qui étendait la surface viticole jusqu'à 150 ha.

Les ambitions fermes sont modestement exprimées: l'an 2007 est une échéance qu'ils prennent en compte dans tous leurs projets.



Emile Bahamat, consultant et vigneron

Une journée à la vigne

Ce jour-là, Emile Bahamat vendange sa parcelle de 2ha. Plus loin, il en possède encore 3 ha. Vice-président de l'association, il est ingénieur horticole de formation. On s'adresse souvent à lui pour des conseils, en tant que consultant et vigneron de père en fils. Son équipe de vendangeuses et vendangeurs n'a pas une seconde à perdre: ils sont rétribués au nombre de seaux! Il note scrupuleusement chaque «livraison», se tenant près des cuves en bois chargées sur la remorque d'un puissant tracteur. Le chargement prend le chemin de la cave pour le pesage; l'association concède le paiement du raisin en fonction de la qualité et de la quantité. Chacun reçoit un pourcentage

en liquidités après que des commandes de bouteilles ou de raisin en vrac sont livrées. Pas de limitation de récolte dans les directives encore; cette année, la moyenne est de 1,2 kilo au mètre carré. Ses vendangeurs (habitant parfois à plusieurs kilomètres) sont systématiquement logés et nourris.

Janine Roulier

Au pays des villages roumains

Guide du Réseau OVR « Retea Turistica »

La 2^e édition est parue.

au total 41 fiches, dont 13 cartes sont disponibles au prix de Fr. 25.- le guide complet avec classeur et Fr. 20.- le jeu de fiches.

Commandes : Martine Bovon, rue du Borgeaud 35, 1196 Gland

E-mail : martinebovon@bluewin.ch

Atouts et humeurs: Avec un groupe de Crissier, nous nous sommes arrêtés cet automne au fil du guide à Saliste, Sambata de Sus, Pucareni, Valea Lunga, Arieseni. En faisant les réservations, nos hôtes ont été priés d'organiser différents «atouts» recommandés dans le guide. Partout, nous avons été accueillis chaleureusement et nos «humeurs» exaucées. Le Guide du Réseau OVR doit absolument être de tous vos voyages en Roumanie !

Au pays des villages roumains

GUIDE DU RÉSEAU O.V.R.
«RETEA TURISTICA»



Vignette – Rovigneta

Elle est obligatoire et il y a des contrôles sur les routes. En plus de l'autocollant sur le pare-brise, il faut en tout temps pouvoir présenter la quittance. Elle s'achète dans des guérites ad hoc au passage de la frontière ou dans les stations service Petrom. Prix : environ 4€ pour un mois, suivant la puissance de la voiture et ses caractéristiques de pollution.

APPELS D'URGENCE EN ROUMANIE : N° 112

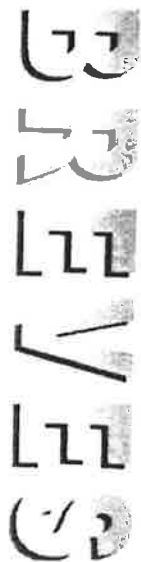
Retour dans le passé

Des chambres d'hôtes sont proposées à 25 € avec petit déjeuner, pour deux personnes chez Cristina Macovei, Monastirea Humorului, jud. Suceava, tél. +40 250 5572 789.

Info en France: claud.pascal2@libertysurf.fr - Tél. +33 476 45 65 12

Taux de change : 1CHF =	2,35 NROL	1 NROL =	0,425 CHF
1 € =	3,64 NROL	1 NROL =	0,275 €

Le lei a été amputé de 4 zéros



Grippe aviaire

La Roumanie a multiplié les tests de dépistage du virus de la grippe aviaire, notamment dans les départements du nord-est et du sud-est du pays, où la présence du virus H5N1 a été confirmée dans trois foyers. Des résultats réalisés par des experts britanniques ont confirmé pour la première fois la présence du virus H5N1 en dehors du delta du Danube (sud-est), à Vaslui (nord-est), près de la frontière avec la Moldavie. On s'est toutefois voulu rassurant, indiquant que des centaines d'analyses effectuées sur des échantillons suspects provenant de quatre départements de l'est du pays, dont Vaslui, se sont tous révélés négatifs. Néanmoins, les mesures de protection, dont le confinement des volailles de basse-cour, étaient maintenues dans les régions touchées.

Pétrole contre nourriture: Bucarest enquête sur l'implication de sociétés roumaines

Le ministre roumain des Affaires étrangères, Razvan Ungureanu a annoncé avoir ouvert une enquête afin de vérifier «l'implication de sociétés roumaines» dans le scandale sur le programme «pétrole contre nourriture» des Nations unies. «Je ne veux pas nourrir des spéculations, mais nous avons ouvert une enquête visant à établir l'implication de sociétés roumaines publiques ou privées dans ce programme», a déclaré M. Ungureanu, lors d'une conférence de presse. Selon lui, le rapport Volker, sur les malversations financières dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture», mentionne dans sa forme finale «un seul groupe pétrolier roumano-irakien, Gulf Drilling Oil», qui aurait versé des pots-de-vin de près de 500.000 dollars au régime de Saddam Hussein, afin d'acheter deux millions de barils de pétrole. Le porte-parole du service roumain de renseignements (SRI), Marius Bercau a pour sa part confirmé que les Nations Unies ont déjà saisi Bucarest sur la participation de sociétés roumaines au programme «pétrole contre nourriture». Selon la presse de Bucarest, onze sociétés roumaines ainsi qu'un ancien responsable de Parti des Travailleurs roumains (PMR) auraient versé au total une commission de 1,2 million de dollars au régime de Saddam Hussein dans le cadre du programme «pétrole contre nourriture». Parmi ces sociétés figure également le deuxième groupe pétrolier de Roumanie, Rompetrol, accusé d'avoir payé en 2001 une commission de 700.000 dollars afin de pouvoir acheter 4 millions de barils de pétrole. Ces allégations ont toutefois été rejetées par le patron de ce groupe, l'homme d'affaires roumain Dinu Patriciu,

qui affirme n'avoir importé que deux millions de barils de pétrole dans le cadre de ce programme. «Ce contrat a été financé par des banques étrangères et nous n'avons jamais payé des dessous de table», a-t-il souligné. Le programme «pétrole contre nourriture» qui a duré de 1996 à 2003 avait pour but d'atténuer l'effet des sanctions économiques contre Bagdad, en permettant à l'Irak de vendre du pétrole en échange de biens de consommation.

Les magistrats roumains sous pression après le rapport de l'UE

(Par Mihaela RODINA)

Les magistrats roumains étaient sous pression au lendemain de la publication d'un rapport de la Commission européenne sommant Bucarest de faire de la lutte contre la corruption une «haute priorité», sous peine de rater l'intégration dans l'UE en janvier 2007. Depuis Strasbourg, le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn a spécifiquement appelé les autorités roumaines à prouver leur volonté d'enrayer la corruption en déférant à la Justice les coupables, «quelle que soit leur position». L'appel de M. Rehn fait écho aux mises en demeure lancées aux magistrats ces derniers mois par la ministre de la Justice Monica Macovei pour qu'ils se concentrent sur les «gros poissons» et laissent de côté les petites affaires de pots-de-vin. «Nous ne pouvons pas avoir de condamnations pour grande corruption, comme l'exige Bruxelles, tant que les procureurs ne lancent pas des enquêtes sur de tels cas», a martelé Mme Macovei. Montré du doigt par une partie de la classe politique et par les médias pour sa «résistance» à la réforme de la Justice lancée par le gouvernement et vantée par la Commission, le Conseil supérieur de la magistrature (CSM) s'est réuni pour «analyser les conclusions» du rapport. «Le Conseil aura la lourde tâche de rendre le système juridique plus efficace», a reconnu le président du CSM, Dan Lupascu, au cours de cette réunion. Les membres du Conseil, qui avaient pendant plusieurs mois tenté de bloquer les changements prônés par le gouvernement, craignant de perdre certains de leurs privilèges, ont justifié les retards signalés par Bruxelles par «l'énorme volume de travail des tribunaux alors que le nombre de magistrats a baissé, que l'accès à la jurisprudence est limité et que les salaires sont insuffisants». Ces arguments, valides pour certains, n'ont pourtant pas suffi à convaincre la presse, qui a rappelé unanimement à la Justice son «rôle crucial» pour que le pays ne rate pas son entrée dans l'UE à la date prévue de 2007.

«Appel aux magistrats: ne laissez pas la corruption nous tenir en dehors de l'Europe. L'avenir de la Roumanie dépend de vous !», a titré en Une le quotidien Evenimentul Zilei, en rappelant que Bruxelles pourrait décider de retarder d'un an l'adhésion de la Roumanie en cas d'échec de la lutte contre ce fléau. «L'honnêteté et la compétence de 4.000 juges et 2.000 procureurs décideront du sort des 22 millions de Roumains», a encore souligné Evenimentul Zilei. Même approche pour le quotidien Avereia, selon lequel «seuls les corrompus nous séparent encore de l'UE». Le président Traian Basescu, qui n'a jamais mâché ses mots à l'adresse des magistrats faisant barrage à «l'assainissement du système», avait appelé les policiers, les procureurs et les juges à «comprendre que la Roumanie ne doit plus être tolérante envers les corrompus». «Je lance un appel public aux procureurs et aux juges: le sort de la Roumanie est entre vos mains», a martelé le président. «Un échec du système juridique pourrait se transformer en un échec majeur de l'ensemble de la nation roumaine», a-t-il averti. Adoptant le même ton, le Premier ministre Calin Tariceanu avait de son côté indiqué que la tâche de punir les corrompus «ne revient pas au gouvernement mais à la Justice». «Les procureurs et les juges ont une énorme responsabilité» dans les efforts de la Roumanie pour réussir son intégration à la date prévue, a-t-il souligné.

Adhésion à l'UE: la presse roumaine souligne le rôle crucial de la Justice

La presse bucarestoise s'est félicité du rapport «favorable» de la Commission européenne sur la Roumanie, publié la veille à Strasbourg, tout en soulignant le «rôle crucial» incombant à la Justice pour que ce pays puisse rejoindre l'UE en janvier 2007 comme prévu. «Appel aux magistrats: ne laissez pas la corruption nous tenir en dehors de l'Europe. L'avenir de la Roumanie dépend de vous !», titre en Une le quotidien Evenimentul Zilei. Selon le journal, la Commission a transmis à la Roumanie un «avertissement clair: l'intégration en 2007 dépend de la lutte contre la corruption» et de sa capacité à mettre sous les verrous les «gros poissons». «L'honnêteté et la compétence de 4.000 juges et 2.000 procureurs décidera du sort des 22 millions de Roumains», souligne encore Evenimentul Zilei. Même avis pour le quotidien Avereia, qui estime que «seules les personnes coupables de corruption nous séparent encore de l'UE». «Le département national anti-corruption doit prouver sa capacité à éradiquer la grande corruption», souligne le journal.

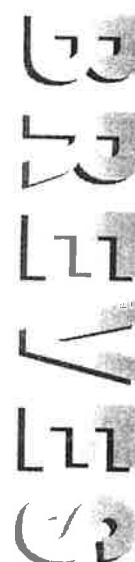
Le quotidien Gandul cite pour sa part le président Traian Basescu et le Premier ministre Calin Tariceanu, qui «sont du même avis: l'adhésion de la Roumanie à la date prévue dépend de la manière dont la Justice remplit ses obligations».

UE: Sofia et Bucarest doivent redoubler d'efforts pour adhérer en 2007

(préoccupants) où des mesures «urgentes» doivent être prises. Si les problèmes dans ces secteurs ne sont pas résolus, «ils fragiliseraient le système vétérinaire et la sécurité de la chaîne alimentaire dans l'UE», ont souligné les rapports, alors que le dangereux virus H5N1 de la grippe aviaire a été détecté en Roumanie. Sofia et Bucarest devront également renforcer leurs frontières, qui deviendront des frontières extérieures de l'UE. Malgré tout, les deux pays «se rapprochent de l'adhésion». «La Bulgarie, qui avait perdu le rythme après la conclusion des négociations à l'été 2004, a travaillé énergiquement après les élections parlementaires de juin 2005», a souligné Olli Rehn dans l'hémicycle du PE. «La Roumanie s'est rattrapée de manière impressionnante dans les domaines de la réforme de la justice, de la concurrence et du niveau général d'alignement» de sa législation sur l'acquis communautaire, a-t-il continué. «C'est un carton jaune pour les deux pays», a commenté de son côté Elmar Brok, président de la commission des Affaires étrangères du PE. «Quand je vois ce qui est dit sur la liberté d'expression, sur la justice, sur l'intégration des minorités, sur la protection de l'enfance sur la concurrence, je me dis qu'il n'y a pas lieu d'avoir une lecture négative», a répondu le socialiste Pierre Moscovici. Les eurodéputés devraient examiner en décembre deux rapports sur la Bulgarie et la Roumanie. «Je crois que la possibilité d'utiliser la clause de report a beaucoup progressé depuis un an» au PE, a estimé le Vert allemand Joost Lagendijk.

Peine réduite à deux ans de prison pour l'ex-chef des mineurs roumains

L'ancien chef des mineurs roumains Miron Cozma, condamné à dix ans de prison pour une violente équipée sur Bucarest en janvier 1999, a vu sa peine diminuée à deux ans de prison, suite à une décision de la Haute Cour de Cassation de Bucarest. «La Haute Cour a pris cette décision car M. Cozma avait déjà purgé près de huit ans de prison d'une peine précédente, au moment où il avait été gracié par l'ancien chef de l'Etat, Ion Iliescu, en décembre 2004. «La Haute Cour a conjugué les deux peines», a déclaré à l'AFP l'avocat de Miron Cozma, Viorel Dumitrescu. «Nous allons profiter de cette décision



pour demander sa mise en liberté conditionnelle», a-t-il souligné. L'ancien chef de mineurs a dirigé au total cinq sanglantes descentes sur Bucarest entre 1990 et 1999, qui ont fait une dizaine de morts et plusieurs centaines de blessés. Longtemps

considéré comme « l'ennemi public numéro un » de la Roumanie, il avait été emprisonné en février 1999 avant d'être gracié en décembre dernier par l'ancien président Ion Iliescu et mis en liberté six mois plus tard, après un imbroglio judiciaire.

Delta 60 – Raid vélocipédique le long du Danube



Un projet fou... Sur la ligne de départ, ce 3 juillet à Donaueschingen, 80 cyclistes, des adolescents, des adultes et des seniors, issus de toutes les catégories sociales, pour se relayer sur 150 à 190 km par jour, pédalés au fil de ce beau Danube bleu, pas toujours si bleu que dans la chanson, surtout en cet été pluvieux.

Traversant l'Allemagne, l'Autriche, la Slovaquie, la Hongrie, la Croatie, la Serbie et la Roumanie, ils étaient encore une quarantaine, 2850 km plus loin, beaucoup plus loin, le 20 juillet, à Tulcea sur le Delta du Danube. Pas de compétition, mais une franche camaraderie, le temps d'apprécier le paysage, de faire des rencontres, beaucoup de solidarité aussi dans les moments difficiles pour les différentes équipes qui pédalaient chacune pour soutenir un projet OVR en Roumanie.

Un grand bravo aux courageux qui ont pédalé, aux organisateurs et organisatrices, OVR-Belgique et les autres. Et sans attendre que les muscles refroidissent, ils parlent déjà de récidiver. Alors, lors de la prochaine édition, souhaitons que des maillots à croix blanche soient aussi au départ !

OVR-CH : Assemblée générale 2006 le samedi 29 avril à Marly

Merci d'agender d'ores et déjà cette rencontre en terre fribourgeoise.